

LE MADAWASKA

La Cie d'Imprimerie du Madawaska

EDMUNDSTON, N. B., 22 MARS 1917

G.-E. DION, Administrateur

Pour Eclairer les Esprits.

La question de l'enrôlement des Canadiens français pour le service outre-mer est une des plus brûlantes en même temps que des plus importantes à laquelle le Canada est obligé de faire face pour maintenir l'harmonie et la bonne entente entre les diverses provinces.

Nous avons, d'un côté, un grand nombre de journaux anglais et de recruteurs grassement payés, qui ne cessent de déverser contre la province de Québec et contre les Canadiens français de tout le Dominion les insultes les plus grossières et les calomnies les plus méchantes ; d'un autre côté, nous avons les Canadiens français qui, à l'aide de chiffres et de faits, s'efforcent de réfuter ces accusations gratuites afin de faire cesser les agressions et arrêter le vaisseau de la patrie qui s'en va se briser rapidement sur les rochers de la haine de races.

Un des journaux qui ont travaillé le plus consciencieusement à présenter les faits sous leur vrai jour, dans cette question épineuse, c'est la "Presse" de Montréal. Elle a compilé des statistiques complètes et elle a donné, dans une série d'articles, les détails les plus précis sur le nombre de Canadiens français enrôlés, sur le nombre de Canadiens anglais et d'immigrants.

Les calomnieux de la province de Québec ont pu passer sous silence la démonstration de la "Presse", ils ont pu nier ces chiffres et continuer leurs attaques injustifiables ; mais ils n'ont pu les réfuter, parce qu'ils sont vrais.

La série d'articles sur ce sujet a été condensée et publiée en brochure, dans les deux langues officielles du pays, afin de jeter un peu de lumière dans les esprits de la majorité de notre population, qui, nous voulons le croire, est encore ouverte à la conviction et est disposée à recevoir impartialement des arguments et des statistiques présentés avec calme et avec honnêteté.

Cette brochure ne tente pas de nier le fait évident que la province d'Ontario a fourni plus de recrues que la province de Québec, mais elle explique à la satisfaction de tous les gens bien pensants cette différence entre les deux principales provinces.

Il y a six causes diverses qui toutes ont eu une influence considérable et dont la disparition rendrait les deux provinces à peu près égales sous le rapport de l'enrôlement.

D'abord, comme toute la direction de la milice a toujours été entre les mains des Anglais de ce pays et que la population anglaise a toujours considéré la carrière militaire comme une profession, il se trouve qu'un très grand nombre d'Ontariens se sont enrôlés pour faire du service dans les différents services auxiliaires de l'armée, services qui sont assurément très utiles mais dont les membres ne vont pas au feu.

Les Canadiens français, au contraire, presque uniquement adonnés à la culture et à des industries de paix, ne connaissent pas ces services et ne se sentaient pas disposés à s'y enrôler. Ceux qui ont revêtu l'uniforme l'ont fait pour aller se battre et ils se battent tous. Ils ne font pas partie de "l'armée d'ouvriers qui suit l'armée combattante," mais ils sont à la première ligne de feu.

Première raison qui explique une grande différence, car pendant qu'Ontario fournissait de nombreuses recrues qui allaient occuper des sinécures en Europe, Québec n'envoyait que des soldats qui allaient se battre dans les tranchées.

Ensuite, les Canadiens français ont été systématiquement détournés de l'enrôlement : d'abord, par les injures de toutes sortes que l'on n'a cessé de déverser sur eux à jet continu, puis par le fait que le haut commandement de l'armée expéditionnaire canadienne se trouvait entièrement entre les mains d'officiers anglais.

Il ne faut pas oublier que pour attirer des volontaires dans les armées il faut soulever un peu l'enthousiasme du peuple et ce n'est pas en disant à toute une population qu'elle est "lâche", "déloyale", "traître" et "pusillanime", comme les journaux et les agents recruteurs à gages l'ont répété continuellement, qu'on obtient ce résultat.

De plus, on demandait aux Canadiens d'aller défendre l'Angleterre, le drapeau britannique ; or ce n'est pas une bonne manière d'encourager le recrutement chez les Canadiens français de leur dire, à eux qui reposent leurs espérances sur la foi des traités passés avec la Métropole, que ces traités ne valent rien, comme le "News" disait : "Les traités vieux de cent ans doivent être interprétés à la lumière des cir-

constances nouvelles."

Comment se sentir transportés d'enthousiasme, quand on nous assure que les traités solennels qui garantissent nos droits ne seront pour l'Angleterre que des chiffons de papiers que l'on peut déchirer à son gré, pour voiler les droits qu'ils consacrent ?

D'autre part, les Canadiens français ne voyaient sous les uniformes d'officiers supérieurs que des hommes inconnus, la plupart du temps hostiles à la langue et aux traditions françaises, dont aucun des appels ne faisait vibrer les cordes sensibles du cœur canadien français. A cause de ces raisons aussi il est tout naturel que l'enthousiasme des Canadiens français pour la guerre ne soit pas très-vif.

Enfin, la province d'Ontario contenant une proportion plus grande d'immigrants de toutes sortes de célibataires sans charges de famille, et de population citadine où le travail de recrutement est plus facilement conduit.

Il est à noter que si l'on retranche des recrues ontariennes tous les étrangers, c'est-à-dire tous ceux qui sont nés en dehors du Canada, soit dans les Iles Britanniques, soit dans les autres pays de l'Europe, il ne restera pour représenter cette province dans l'armée canadienne qu'un nombre tellement restreint de soldats que la province de Québec peut soutenir avantageusement la comparaison, tant par le nombre que par la qualité et le dévouement des recrues.

Cette partie est copieusement démontrée par des chiffres irréfutables, dans la brochure "Nos Volontaires sous les Armes". Et c'est cet aspect de la question qu'il est important de faire valoir, puisque l'Ontario se sert précisément de cet argument pour expliquer son infériorité vis-à-vis du Manitoba et des autres provinces de l'ouest. Le "Mail" de Toronto dit, le 23 novembre dernier, "qu'il n'était pas sage de diviser le Canada en sections, pour les mettre en comparaison".

De plus, des chiffres précis démontrent que l'Ontario possède un nombre bien plus considérable de célibataires, ce qui rend le recrutement plus facile, car on ne peut facilement demander à un jeune homme qui doit déjà nourrir cinq ou six enfants, de quitter son travail pour s'enrôler, quand ce n'est pas "nécessaire".

En dernier lieu, pendant que la population anglaise de l'Ontario vit dans les villes, la population française de tout le Canada réside à la campagne.

Nous n'avons pas besoin d'appuyer sur l'importance de cette différence de condition sociale ; dans la crise économique que nous traversons, elle saute aux yeux, puisque des ministres de la couronne ont déclaré que les cultivateurs qui produisaient pour nourrir le peuple et les armées rendaient autant de services que les soldats.

Que restait-il à démontrer ? Simplement que la Province de Québec avait fourni un nombre de recrues proportionné à celui de la province d'Ontario, toute déduction faite.

Cette démonstration est claire, nette, irréfutable. Ce sont ces chiffres que les journaux fanatiques et les recruteurs à gages de l'Ontario n'ont pas voulu admettre. Ils ont demandé au gouvernement de compiler des statistiques complètes, afin de réfuter celles de la "Presse".

"Cette compilation a été faite, mais, au moment de la rendre publique, les documents ont été supprimés, et les accusations, les calomnies et les attaques continuent.

Pourquoi ces chiffres ont-ils disparu ? Pourquoi les autorités ne les ont-elles pas reconstitués ? Pourquoi n'a-t-on pas recherché les coupables pour les punir ?

Tout autant de questions qui restent sans réponse, ce qui permet à un état de choses déplorable de subsister, au grand danger de l'union des provinces canadiennes et au détriment de notre avenir.

Nous croyons que la publication de cette étude sur le recrutement comparé dans les provinces de Québec et d'Ontario aura du bon effet chez la population anglaise et française du pays.

Les anglais à l'esprit droit verront l'injustice des attaques contre leurs compatriotes de langue française ; les Canadiens français y trouveront des arguments pour répondre à ceux qui viennent leur jeter à la face les sottises calomnieuses d'une presse fanatique.

J.-ALBERT FOISY.

Cultivateurs lisez
"Le Madawaska"

CARTES D'AFFAIRES

Casier Postal "5" Tél. 28-47
MAX. D. CORMIER
B. A.
Avocat, Notaire Public
EDMUNDSTON, N. B.

A. M. CHAMBERLAND
B. A.
AVOCAT, NOTAIRE PUBLIC
Bureau : Grand Falls
St-Léonard, tous les jeudis de chaque semaine.
Anderson Siding, le 15 de chaque mois.

Casier Postal "1" Tél. 46
A. M. SORMANY, M. D.
Médecin-Chirurgien
EDMUNDSTON, N. B.

Phone 34
PIO H. LAPORTE
Médecin-Chirurgien
EDMUNDSTON, N. B.

J. A. CUY, M. D.
Médecin-Chirurgien
EDMUNDSTON, N. B.

Téléphone, 18
J. A. RATTE
Médecin-Vétérinaire
EDMUNDSTON, N. B.

Dr W. J. Daigle
DENTISTE
Martin "Bloc" - Van Buren, Me
Je serai à Madawaska chez Regis Daigle, tous les lers lundis au vendredi de chaque mois.

J. A. DAIGLE
HOTELLIER
ANDERSON SIDING, N. B.

A. E. THIBAUT
MARCHAND DE MEUBLES
Assortiment complet
EDMUNDSTON, N. B.

A. Public
J'informe le public que je représente la maison
Gault and Metal Co.
de l'Ontario, manufacturier de Bardeau en acier pour couvertures de bâtisses et de Tôle pour finir l'extérieur et l'intérieur des maisons.

J'achete aussi la laine que je paierai 42 cts la livre, lavée, et 32 cts la livre, non lavée.
JOS. J. MARTIN
18-16 St-Jacques, N. B.

Casier Postal, 8 Téléphone
JOHN J. DAIGLE
MARDHAND GENERAL
EDMUNDSTON, N. B.

DR Z. VEZINA
Ex-élève des Hôpitaux de Paris.
—Médecin spécialiste—
de l'Hôpital de Fraserville
Spécialité : Maladies des yeux, oreilles, nez, gorge.
Bureau : 151 rue Lafontaine
Fraserville, P.Q.
Tél. Kamouraska, No. 325
Tél. National "519"
Heures de Bureau :
10 hrs à 11.30 hrs a. m.
12 hrs à 5 hrs p. m.
Soir : 7 à 8 P.M.

Avis au Public

Avis est donné au public que ERNEST WELSH n'est ni agent ni sous-agent de la Compagnie d'Assurance sur la vie, L'UNION MUTUELLE, de PORTLAND, ME, et Messieurs les Médecins sont particulièrement mis en garde de ne pas faire d'examen médicaux pour cette Compagnie à la demande du dit ERNEST WELSH.

Par ordre,
A. P. LABRIE,
Manager.
Union Mutual Life Insurance, Co.
Résidence : St. Léonard, N.B.
Agency : Van Buren, Maine.

BUANDERIE

J'informe les Dames et Messieurs qu'à partir du 15 mai je recevrai tout habit ou robe que je nettoierai et presserai de façon à ce que tout le public soit satisfait.

Ouvrage Garanti. Prix modérés.
HARRY FONG,
Edmundston.

AVIS

J'informe le public que je ne serai responsable d'aucune dette que ma femme pourrait faire en mon nom sans un ordre signé de ma main.

ANTOINE LEVESQUE,
61 m. p. Edmundston, N.B.

LA BANQUE ROYALE DU CANADA

avec laquelle sont incorporées les banques suivantes : "UNION BANK OF HALIFAX, "COMMERCIAL BANK OF WINDSOR, "TRADERS BANK OF CANADA, "THE QUEBEC BANK", est une des plus grandes institutions financières du monde entier.

Elle a un capital autorisé de \$ 25,000,000.00
son capital et sa réserve se chiffre à \$ 27,000,000.00
Son actif est de \$ 300,000,000.00

Cette banque fait affaires dans presque toutes les parties de l'univers. Elle a 410 succursales, comprenant New York et Londres, Angleterre.

La succursale d'Edmundston est sous la gérance de **M. A. C. LOCKHART**, qui avec des employés actifs sont toujours prêts à donner pleine et entière satisfaction à leurs nombreux clients.

Cette banque paie le plus haut taux d'intérêt et sur les argents déposés et sur la balance de chaque mois.

Nous sollicitons respectueusement le patronage et l'encouragement du public en général et spécialement les commerçants du Nouveau-Brunswick et de l'Etat du Maine